



Vietnam

Les généraux US attaquent Le peuple vietnamien aussi

Pierre Naville

La conférence de Guam, à laquelle le président Johnson et le général Ky ont donné le ton, n'a apporté que ce qu'on pouvait en attendre : une volonté d'accentuer l'offensive militaire, tout en déclarant que le gouvernement américain reste prêt à chercher une « fin honorable » du conflit avec Hanoï.

Sur le terrain militaire, les forces américaines développent leur activité dans trois directions : bombardements au Vietnam du Nord pour détruire les centres industriels vitaux, détruire ponts, routes et matériel, et atteindre les bases de fusées, et bombardements côtiers et fluviaux pour atteindre le trafic maritime qui alimente l'Armée de Libération du Sud-Vietnam : opérations de nettoyage au Sud-Vietnam, notamment dans le delta du Mékong; tentative de verrouillage du 17^e parallèle, c'est-à-dire de la frontière entre les deux Vietnams, ainsi que du Sud-Laos par où passe la « piste Ho Chi-minh ». Mais ces opérations, intensifiées ces dernières semaines, se heurtent à une résistance toujours aussi ferme, qui les rend stratégiquement inefficaces. Au Nord, le pays est mobilisé pour résister aux agressions, et malgré les pertes et les atteintes aux installations industrielles, rien n'indique que le gouvernement de Hanoï soit prêt à accepter des pourparlers qui seraient motivés par les effets de l'agression américaine. Au Sud, le gouvernement Ky ne parvient pas plus que par le passé à assurer son autorité en dehors de quelques centres urbains, ce qui réduit à néant la politique de « pacification » recommandée par les Américains.

L'accroissement continu des forces américaines ne leur permet pas, dans cette situation, de changer la face des choses. Stratégiquement, leurs attaques apparaissent de

plus en plus comme des opérations de « dégagement », c'est-à-dire, au fond, défensives. C'est pourquoi certains chefs militaires américains continuent à demander que les forces américaines aient enfin un but stratégique positif, c'est-à-dire le Vietnam du Nord lui-même, ainsi que le Laos. Mais Johnson et ses conseillers ne peuvent, dans la conjoncture internationale présente, étendre jusque-là leur politique d'agression sans courir des risques énormes. Car ils savent — surtout après l'expérience de Corée — que la promesse d'une aide chinoise directe ne sera pas un vain mot si le territoire du Vietnam du Nord est attaqué par terre. Quant à risquer une guerre nucléaire générale, l'attitude de l'U.R.S.S. et de la Chine, malgré leur conflit, la rend impossible pour le moment.

Dans ces conditions, la conférence de Guam ne pouvait que réaffirmer les objectifs officiels des Etats-Unis : intensifier leur action militaire jusqu'au moment où Hanoï cesserait, sous une forme ou sous une autre, d'apporter son aide au Vietcong. Johnson espère, par une « offensive d'usure », amener Hanoï, Moscou et même Pékin à rechercher un compromis, équivalent au statu quo, en cessant d'apporter leur appui à la révolution du Sud-Vietnam, à la façon dont Staline avait abandonné Markos et la guérilla grecque en 1948, et la réunification de la Corée en 1952.

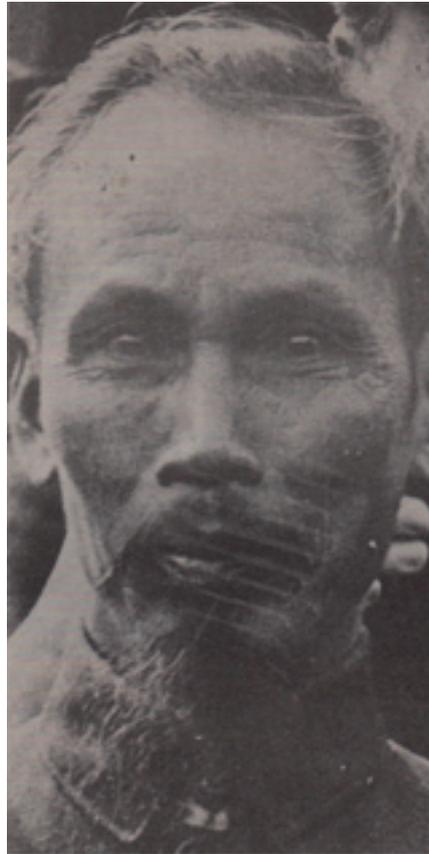
Toutefois, cette perspective paraît bien aujourd'hui inactuelle. Car la vérité est que le Vietcong et les forces révolutionnaires au Vietnam du Sud ne sont pas dirigées de l'extérieur, bien qu'elles reçoivent de l'extérieur un soutien défensif important. Le temps n'est plus où un chef d'orchestre invisible comme Staline pouvait faire la pluie et le beau temps dans les mouvements de libération populai-

lares et socialistes du monde entier, pas plus d'ailleurs qu'il n'existe d'entente complète entre les différents Etats du « camp socialiste ». L'attitude de Castro à Cuba, l'autonomie des mouvements révolutionnaires en Amérique Latine, la lutte du Vietcong, montrent qu'il s'agit d'actions spontanées qui ne peuvent être commandées à volonté par les « grandes puissances ». C'est pourquoi une cessation des hostilités au Vietnam ne peut résulter que d'une décision qui revient au Front de Libération lui-même et non d'un compromis négocié par-dessus sa tête.

L'enjeu de la lutte, nous l'avons souvent répété, ce n'est plus seulement « le respect des accords de Genève », c'est le pouvoir à Saïgon. Si ce but peut être atteint par un « compromis », c'est-à-dire si le Vietcong estime à un moment donné qu'il peut l'atteindre en ménageant une transition, par une coalition gouvernementale et des élections générales véritablement libres, il est vraisemblable que le Front de Libération s'y rallierait. Mais il est bien évident que la condition d'un tel compromis, c'est la neutralisation, puis le retrait des forces américaines, et la cessation contre le Nord. Or, c'est ce que sans contrepartie de l'agression Ky et les chefs militaires américains ne veulent pas accepter. L'opinion mondiale ne joue pas un rôle négligeable dans ce domaine. Mais ce que le peuple vietnamien attend d'elle, ce n'est pas qu'elle demande une « négociation » ou un « compromis » qui sauve les positions du gouvernement Ky et de Johnson, c'est qu'elle soutienne ses revendications légitimes et appuie son programme de libération.

Beaucoup de travail reste à faire dans ce sens. La gauche socialiste française ne s'exprime pas toujours avec clarté. Sous prétexte

du rétablissement de la paix, but souhaité par tous, on estompe souvent les responsabilités américaines, en demandant que « chacun fasse un pas ». Mais la vérité est que le seul pas important à faire, c'est celui auquel les Américains doivent être contraints, c'est-à-dire à quitter le Vietnam. Quant à l'appui de Hanoï à ses frères du Sud, il est bien clair que si l'agression américaine cessait, si les conditions au Vietnam-Sud étaient réunies, d'une consultation démocratique le gouvernement de Hanoï modifierait ses dispositions militaires, comme il l'a d'ailleurs clairement laissé entendre.



La «Piste» est surtout politique

Le Comité Politique National du P.S.U. vient, dans une résolution que nous publions d'autre part, de réaffirmer clairement sa position en déclarant que « la seule réponse adéquate et effective que les forces de gauche peuvent apporter à l'agression américaine au Vietnam réside dans un soutien résolu à la lutte du peuple vietnamien et dans la manifestation à son égard de sa solidarité politique ». Cet engagement se traduira par une action intensifiée de tout le parti, et par le soutien qu'il apporte au Comité Vietnam National, qui tiendra ses assises dimanche prochain. Il serait dangereux pour la gauche socialiste de ne pas comprendre l'importance de l'enjeu. Ceux qui dans ses rangs essaieraient de faire de l'équilibre entre Washington et le peuple vietnamien montreraient qu'ils ne veulent pas aller même aussi loin que de Gaulle, et que l'atlantisme n'est pas mort chez eux. Mais dans ce domaine comme dans les autres, c'est l'action des masses populaires qui doit faire sentir son poids, notamment par la multiplication de comités locaux de soutien au peuple vietnamien. □